

Débats sur la langue amazighe

Un lecteur nous a transmis une compilation d'articles -mise à jour le 6 septembre 2010- sur le débat tamazight, qui a traversé les médias cet été, multipliant les lecteurs et prises de position (articles, contributions, forums...)

Socialgérie reprend ici les différents liens de ces articles.

Des extraits des articles sont rassemblés et donnés dans ce document joint

LE QUOTIDIEN D'ALGERIE , Le 29 juin 2010, Interview exclusive de Lahouari ADDI : L'Algérie me donne toujours une impression d'opportunités manquées et d'occasions ratées	page 2
LE SOIR D'ALGERIE , le 08 août 2010, la contribution au débat d'un groupe de « lecteurs – citoyens algériens : Réponse à Lahouari Addi sur l'amazighité	page 4
SOIR D'ALGERIE , édition du 16 août 2010, le professeur Lahouari Addi répond : L'amazighité entre l'affectivité, l'hostilité et l'historicité	page 6
EL-WATAN , le 25 août 2010, contribution / débat : Contribution de Djaâfar Messaoudi L'avenir de tamazight n'est pas dans l'alphabet arabe	page 10
LIBERTE , le 24 Août 2010, publie un article de Salim Koudil : Ali El-Kenz, lors d'une conférence-débat "Je suis pour l'écriture du berbère avec des caractères arabes »	page 10
EL-WATAN , le 01 septembre 2010 publie la réponse dans sa « chronique » de Ali EL-KENZ : "J'aime les langues, toutes les langues...»	page 11
Dans LIBERTE , Mouloud Lounaouci (Universitaire) répondait à Ali El-Kenz, Contribution : Transcription de Tamazight en caractères arabes	page 15
LE SOIR D'ALGERIE le 7 septembre 2010, Arezki Metref répond à Lahouari Addi (rubrique Actualités) Réponse à Lahouari ADDI sur l'amazighité : L'intellectuel et la tentation de la Tribu	page 18
Notons au passage les interventions dans le débat sur le Net de : <ul style="list-style-type: none">• Lahouari Addi (plusieurs) sur LE QUOTIDIEN D'ALGERIE• Kamal Nait Zerrad sur LE QUOTIDIEN D'ALGERIE• Kamal Bouamara sur FACEBOOK	
EL-WATAN du 6 septembre 2010, contribution de Nacira Zellal : La négation de la langue écrite..., de graves conséquences	page 22
EL-WATAN , le 8 septembre 2010, Contribution au débat de Boudalia Malika : Le sabotage de la langue arabe de l'école	page 24

Le 29 juin 2010, « *LE QUOTIDIEN D'ALGERIE* » (lequotidienalgerie.org) met en ligne son Interview exclusive de Lahouari ADDI :

« Lahouari ADDI : L'Algérie me donne toujours une impression d'opportunités manquées et d'occasions ratées. »¹

Question : Tu as donné une conférence à l'Université Mouloud Mammeri à Tizi-Ouzou sur l'écriture de l'histoire en Algérie. Par qui cette conférence a été organisée ?

Réponse : J'ai été invité par une organisation d'étudiants à qui j'avais promis de venir à l'Université Mouloud Mammeri. Je suis parti à Alger pour une soutenance de thèse en économie à l'Institut National de Planification et de Statistique où j'ai été membre du jury. Je profite de l'occasion pour dire que, malgré l'état dans lequel est l'université algérienne, il y a encore quelques thèses de haut niveau qui sont soutenues.

Question : Quelle a été ton impression sur le pays, les gens, la société, la vie quotidienne...

Réponse : Deux éléments attirent l'attention quand on est en Algérie : la volonté de vivre des jeunes, et la cherté de la vie. Pour le reste, l'Etat est défaillant dans la gestion des espaces publics. L'Algérie me donne toujours une impression d'opportunités manquées et d'occasions ratées. Il y a un dynamisme qui ne trouve pas d'élite pour être canalisée. Il est vrai que le régime a mis en place une organisation, le DRS, héritée du MALG, dont la mission est d'empêcher l'émergence d'une élite indépendante du pouvoir exécutif. Il faut cependant garder l'espoir et une prise de conscience générale est toujours possible.

Question : Qu'as-tu dit, en résumé, aux étudiants à Tizi-Ouzou ?

Réponse : Je voudrais d'abord dire que j'ai été frappé par la chaleur de l'accueil que j'ai reçu de la part des étudiants. Beaucoup d'entre eux ont lu mes livres de sociologie, pourtant non disponibles sur le marché national, et m'ont posé des questions nombreuses sur la société algérienne et sur les sciences sociales. Ils m'ont écouté attentivement pendant la conférence et, durant le débat, ils m'ont assailli de questions. La conférence, débat compris, a duré près de cinq heures ! Le texte de la conférence a été publié par *Le Soir d'Algérie* du 28 juin et je n'y reviens pas. Durant le débat, j'ai essayé de faire passer deux messages. Le premier est que, si l'Algérie veut construire un ordre politique moderne, il faut impérativement que les Algériens s'entendent sur un postulat de base qui ne doit souffrir aucune exception : la valeur suprême dans la société est la vie humaine. On ne fait pas de politique en sacrifiant des vies humaines. Pour respecter ce postulat, et c'est le deuxième message, il faut trois conditions : 1. Le monopole de la violence doit appartenir à l'Etat ; 2. Ce monopole doit être exercé par les agents de l'Etat dans le cadre de la loi ; 3. La loi doit être faite par une Assemblée Nationale représentative.

Question : Est-ce qu'il a été question du MAK dans le débat ?

Réponse : D'après les interventions de la salle, j'avais compris qu'il y avait toutes les sensibilités politiques parmi les étudiants : FFS, RCD, MAK, et autres... J'ai essayé de montrer que le projet du MAK n'a pas de perspectives politiques et que son anti-arabité ne mène nulle part. La séparation de la Kabylie comme Etat-nation distinct de l'Algérie n'a pas de sens et est inconcevable parce que la Kabylie est au cœur du nationalisme algérien depuis au moins la révolte de Mokrani de 1871. Ceci dit, le MAK a le droit d'exister

¹ <http://www.lequotidienalgerie.org/2010/06/29/lahouari-addi-l%e2%80%99algerie-me-donne-toujours-une-impression-d%e2%80%99opportunit%C3%A9s-manqu%C3%A9es-et-d%e2%80%99occasions-ratees/>

légalement, à condition qu'il ne verse pas dans le discours haineux et n'appelle pas à la violence. Il n'a qu'à présenter son projet aux Kabyles et c'est à ces derniers de décider sous la forme d'un référendum. Je n'ai aucun doute que la majorité des habitants de la Kabylie est attachée à l'unité nationale, souhaitant même l'abolition des frontières avec le Maroc et la Tunisie sur le modèle de l'Union Européenne.

Question : Je suppose qu'il a été question aussi de la polémique suscitée par le livre de Said Sadi.

Réponse : La conférence portait sur l'écriture de l'histoire et j'ai cherché à donner mon point de vue à Tizi-Ouzou parce que j'étais gêné par la tournure pro et anti-kabyle que prenait la polémique dans les journaux. Il fallait « dékabyliser » le débat et le centrer dans son cadre politique et théorique. Dans les journaux, la polémique glissait vers une tournure dangereuse : Boussouf l'arabe a trahi Amirouche le Kabyle. Nos grands-parents et nos parents, malgré l'ethnocentrisme de la société rurale traditionnelle, ne nous ont pas légués l'hostilité entre berbérophones et arabophones. Il est de la responsabilité de notre génération de ne pas transmettre à nos enfants la haine entre groupes sociaux. Il y a des problèmes politiques liés à l'autoritarisme, aux limites idéologiques du nationalisme algérien et à l'absence de démocratie, et il ne faut pas ethniciser les divergences et oppositions.

Pour revenir à l'ouvrage de Said Sadi, il a le droit d'écrire un essai d'histoire où il donne son interprétation du passé. Il a occupé un vide, et on ne peut lui en faire le reproche. Je ferais néanmoins une remarque car Said Sadi est un homme politique. Je pense que sa démarche n'est pas cohérente dans la mesure où, d'un côté, il critique le MALG – et en cela il a tout à fait raison – et d'un autre côté, il a soutenu le néo-malg, le pouvoir réel, quand il a annulé les élections de janvier 1992. Il a condamné le coup d'Etat de 1962 mais a soutenu celui de janvier 1992 ! S'il répond que l'armée a sauvé la République en 1992, il doit accepter l'idée que le MALG a sauvé la révolution. Un homme politique doit être cohérent pour être crédible. Il dira qu'il critique le régime, mais en fait il s'en prend surtout au pouvoir formel alors que tout le monde sait que Bouteflika n'a aucune autorité. Un ami à Oran me disait : Said Sadi critique le pouvoir formel qui est de l'Ouest et oublie le pouvoir réel qui est de l'Est. La réponse du berger à la bergère.

Question : Quel est ton point de vue sur la langue berbère ?

Réponse : Le problème de la langue berbère ne se pose que dans le cadre de la formation de l'Etat-nation jacobin unitaire et homogénéisant. Dans le Maghreb d'avant la colonisation, la pratique du berbère ne posait aucun problème. Je pense que la langue berbère doit être officialisée et enseignée dans les régions berbérophones. Elle n'est pas en concurrence avec la langue arabe, qui est celle de toute la nation. Si la langue berbère disparaît, nous aurons commis un génocide culturel contre nous-mêmes.

Question : Tu as écrit récemment dans *Le Quotidien d'Oran* que l'arabité en Algérie a un fondement berbère. Peux-tu expliquer ?

Réponse : L'identité est une construction sociale et historique. Nous sommes ce que l'histoire a fait de nous et nous créons notre propre identité. L'arabité en Algérie n'est pas une identité importée du Moyen-Orient. Elle est une synthèse entre la culture berbère et la langue arabe et l'islam. Les anthropologues ont parlé de l'islam maghrébin comme étant un islam berbérisé. Les peuples ont leurs propres spécificités culturelles qui s'adaptent, s'enrichissent mais ne disparaissent pas. L'identité n'est pas une substance ou une essence éternelle. C'est une construction en perpétuel devenir. L'erreur du berbérisme, et de l'arabisme aussi, est de croire que l'identité est formée définitivement et une fois pour toute.

Contribution : **Réponse à Lahouari Addi sur l'amazighité**

Cher compatriote, Nous avons l'habitude de suivre avec intérêt vos écrits et réflexions qui sont pour nous éclairants et prémonitoires sur beaucoup d'aspects de la vie sociale et politique algérienne. Le libre penseur que nous percevons en vous et la sincérité de vos prises de position sont à nos yeux la preuve de la probité éthique dont devrait jalousement se prévaloir tout intellectuel et universitaire. Hélas, ce champ souffre d'un manque sidérant d'autonomie dans notre pays. C'est donc avec beaucoup d'intérêt que nous avons lu l'entretien que vous avez accordé au journal électronique Le Quotidien d'Algérien date du 29 juin dernier.

Celui-ci faisait notamment suite à votre importante conférence donnée quelques jours auparavant à l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou sur l'écriture de l'histoire en Algérie.

Partageant l'essentiel de vos courageuses positions et réflexions concernant la problématique démocratique en Algérie et sur la nature véritable du pouvoir politique qui y prévaut, nous avons été désagréablement surpris par votre réponse concernant la langue amazighe. Votre position est malheureusement bien en-deçà de ce qu'on attendait de la part d'un esprit lucide tel que vous. Nous avons du mal à croire qu'un intellectuel engagé en faveur d'une Algérie démocratique et pour l'égalité citoyenne puisse continuer de s'en tenir à la position qui est la vôtre sur cet important enjeu.

Pour nous, le traitement de la question amazighe participe d'une position de principe qui ne doit souffrir aucun marchandage. Un juste traitement de cette question conditionne l'alternative démocratique et celle-ci est conditionnée par elle. Elle est en ce sens un élément de la totalité démocratique. Elle n'est nullement un élément secondaire, mais une donnée légitime et un test pour tous les démocrates.

Aujourd'hui, même le pouvoir algérien a fini par reconnaître, certes sous la pression populaire, l'évidence du caractère national de tamazight, mais vous, Lahouari Addi, en êtes encore à parler de l'unique langue de la nation, l'arabe, qui ne saurait souffrir de concurrence.

Nous sommes peut-être sévères dans la lecture de vos propos, mais rien, à notre avis, ne les prémunit contre une telle compréhension de notre part. C'est la triste réception qu'on en fait. Nous aimerions bien nous tromper, mais votre position semble obéir à une logique qui cherche à satisfaire tout le monde et personne, et donc nous paraît insuffisante de la part d'un intellectuel de votre trempe appelé à bousculer les préjugés et les convenances et non les conforter.

Vous accordez bien le droit d'existence à tamazight dans ses espaces retranchés (que vous appelez les régions berbérophones), c'est-à-dire les régions les plus enclavées du pays. En même temps, vous semblez caresser dans le sens du poil les esprits «bien-pensants» qui n'admettent pas que cet idiome, de bouseux montagnards, s'incruste dans leur vie.

Nous ne vous ferons pas l'injure de vous accuser de discrimination, mais ne pensez-vous pas que limiter la reconnaissance du tamazight aux seules régions majoritairement amazighophones serait une injustice envers les populations concernées?

Ne vous semble-t-il pas que cela fonderait une citoyenneté à deux vitesses? Est-on sûrs que les citoyens algériens désireux de connaître tamazight soient obligés de se plier à l'exode en milieu amazighophone?

L'idée de confiner une langue sur un territoire donné et seulement aux populations l'utilisant déjà, n'est-elle pas une façon déterministe et anhistorique de concevoir le rapport à la langue amazighe ? Sans parler des risques encourus à sa disparition dans pareils cas.

² Pour accéder à cette contribution cliquer ici ...

<http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2010/08/08/article.php?sid=104239&cid=41>

Il faut plutôt voir les zones amazighophones actuelles non pas comme des espaces naturels mais davantage comme une spatialité tributaire des aléas d'une histoire tumultueuse ayant poussé des populations à s'y installer dans le passé.

Ce faisant, des Algériens devraient-ils, pour vivre dans leur langue et espérer transmettre cet héritage à leur descendance, se condamner à subsister dans des enclaves linguistiques, quitte à renoncer à s'inscrire dans une dynamique sociologique, économique, culturelle et politique égale partout dans le pays? On pourrait aller plus loin et contester même la portée limitative sous-jacente à la notion de régions berbérophones.

En bon sociologue et anthropologue, vous n'êtes pas sans savoir que les berbérophones ne sont pas les seuls amazighs en Afrique du Nord. Ils sont également arabophones et vivent aussi bien à Alger, Oran, Tiaret et ailleurs. Que faire pour ceux-ci ? La réponse pour nous se fonde sur un pari citoyen se voulant un projet pour l'avenir : soit la dimension berbère est admise comme un socle historique commun, comme une sorte d'identité citoyenne, soit nous ouvrons la voie aux visions ethniques et linguistiques fondées notamment sur les droits des minorités.

Vous n'êtes pas sans savoir non plus qu'aujourd'hui des centaines de milliers d'amazighophones d'Algérie vivent dans les grandes villes et les régions réputées arabophones, leur dénier le droit à l'apprentissage académique de leur langue équivaut à leur ôter leur citoyenneté et les pousser soit à l'assimilation linguistique soit à une ghettoïsation par l'isolement et l'endogamie, terreaux de toutes les ségrégations, discriminations et de différentes formes de violences.

Vous comprendrez aisément que pour nous la berbérité n'est pas réductible à la seule berbérophonie. Elle est plutôt perceptible dans ce que Mouloud Mammeri appelle notre culture vécue. C'est en ce sens que la langue amazighe ne souffre pas de diglossie ou de décalage avec la langue de notre common decency — pour reprendre George Orwell — comparativement à la langue arabe officielle.

C'est pour cela que le linguiste Abdou Élimam a forgé la notion de Maghribi pour parler de l'arabe vernaculaire usité par les Algériens, et pour le distinguer de l'arabe officiel qui ne se laisse nullement apprivoiser par le vécu quotidien de la population.

Aussi, la langue amazighe est usitée sur tous les territoires de l'Afrique du Nord, elle pourrait en être le ciment dans la construction d'une véritable union du Maghreb, pas celle de l'UMA que cogitent les régimes despotiques et impopulaires de nos pays respectifs.

N'est-il pas, à vos yeux, illogique de chercher la construction d'une Algérie fraternelle en obligeant les enfants amazighophones à étudier l'arabe mais sans faire aucun effort pour inciter leurs frères arabophones à acquérir un minimum de connaissance de cette tamazight? Cette langue qui fait pourtant largement partie de leur patrimoine historique et culturel, et constitue parfois le double héritage de leurs parents biologiques.

Nous pensons que pour continuer à barrer la route aux apprentis sorciers qui poussent, chacun de son côté, à la destruction de la nation algérienne, qu'il y a lieu plutôt d'enseigner l'arabe et tamazight à tous les enfants algériens.

Car de quel droit allons-nous priver un enfant né d'un père amazighophone et d'une mère arabophone, ou l'inverse, de connaître et aimer les deux langues de ses parents?

Et de quel mérite pouvons-nous nous en prévaloir vis-à-vis des générations montantes si l'on dispense notre bon sens de leur faciliter et la vie, et l'intégration et les raisons d'espérance parmi les leurs et dans leur propre pays ?

Quant aux modalités fonctionnelles de la standardisation de la langue amazighe et de son introduction progressive et pédagogique dans les domaines académique, administratif et médiatique, cela relève d'un débat profond nécessitant la mise en commun des meilleures compétences en la matière.

Il est du devoir de notre régime politique d'y veiller comme un bien commun. Ne doutant pas de votre intelligence et de votre probité patriotique, nous vous adressons cette lettre pour vous inviter à réfléchir plus profondément cette question éminemment citoyenne. Veuillez croire, cher compatriote, en notre cordiale et fraternelle considération.

Texte signé par Mhand Amarouche, Boualem Aourane, Tahar Hamadache, Mouloud Idir, Ali Ihaddadene ... (les auteurs signent ce texte à titre de citoyens algériens).

L'amazighité entre l'affectivité, l'hostilité et l'historicité.³

Par Lahouari Addi

Un groupe de compatriotes m'a interpellé dans Le Soir d'Algérie du 8 août 2010 sur mes propos sur la langue amazighe tenus lors d'une interview donnée à un journal électronique. Pour permettre au lecteur de saisir ce qui m'est reproché, je reproduis la partie de l'interview.

Question : Quel est ton point de vue sur la langue berbère ?

Réponse : Le problème de la langue berbère ne se pose que dans le cadre de la formation de l'Etat-nation jacobin unitaire et homogénéisant. Dans le Maghreb d'avant la colonisation, la pratique du berbère ne posait aucun problème. Je pense que la langue berbère doit être officialisée et enseignée dans les régions berbérophones. Elle n'est pas en concurrence avec la langue arabe qui est celle de toute la nation. Si la langue berbère disparaît, nous aurons commis un génocide culturel contre nous-mêmes.

Ce qui m'est reproché, c'est de ne pas demander que la langue amazighe soit enseignée sur tout le territoire national. Voici le cadre du débat, en espérant ne pas avoir tronqué la position de mes contradicteurs que je voudrais remercier pour l'intérêt qu'ils portent à mes écrits, ce qui ne les a pas empêchés de me mettre un caillou dans le soulier (hajra fi soubat). C'est en effet un gros caillou dans le soulier car le problème n'est pas aisé à traiter compte tenu de la situation historique et culturelle du pays.

La question est donc difficile et je vais essayer de la traiter en deux axes pour cerner la problématique de l'amazighité en rapport avec la construction de l'Etat-nation.

1. Le premier axe est celui de la perception des langues vernaculaires par les arabophones en rapport avec la culture — comme vision du monde — et avec l'historicité.
2. Le deuxième est celui du développement de la langue amazighe comme idiome formalisé (syntaxe, grammaire, alphabet...) en rapport avec un contenu qui correspond aux aspirations de la jeunesse à la modernité.

1. Langues vernaculaires, imaginaire et historicité

L'Algérie est une nation de formation récente qui se heurte à des représentations culturelles qui situent l'Algérien soit dans l'universel islamique soit dans le local ethnocentrique.

La dynamique nationale issue de la lutte anticoloniale est encore en voie de cristallisation et rencontre des obstacles politiques et culturels.

La question linguistique n'est qu'un aspect de la complexité et des contradictions de la situation historique actuelle dont il serait vain d'attendre qu'elle soit dépassée en une génération, étant entendu qu'il s'agit de la transformation de la (ou des) langue(s) vernaculaire(s) en langue(s) véhiculaire(s).

Les anthropologues désignent par langue vernaculaire la langue de la communauté locale, celle des espaces lignagers par opposition à la langue véhiculaire de l'espace supra-local de l'empire ou de la nation.

La formation de la nation est liée à ce passage où l'imaginaire le dispute à l'historicité.

Commençons par poser la question de la situation linguistique du pays ? Il y a au moins quatre langues dans le champ linguistique en Algérie : l'arabe scriptural du Coran, l'arabe moderne issu de la Nahda et

³ Pour accéder au texte, cliquer ici ...

<http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2010/08/16/article.php?sid=104617&cid=41>

Cet article est aussi publié par Le Quotidien d'Algérie en ligne, pour accéder au texte, utiliser le lien

Contribution : L'amazighité entre l'affectivité, l'hostilité et l'historicité

<http://www.lequotidienalgerie.org/2010/08/16/lamazighite-entre-laffectivite-lhostilite-et-lhistoricite/>

adopté par le nationalisme arabe, l'arabe dialectal, et le berbère parlé dans les régions montagneuses (Cf. Khaoula Taleb-Ibrahimi, **LES ALGERIENS ET LEUR(S) LANGUE(S). ELEMENTS POUR UNE APPROCHE SOCIOLINGUISTIQUE DE LA SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE**, les éditions Al Hikma, Alger, 1997).

Un véritable imbroglio linguistique dans lequel K. Taleb-Ibrahimi nous apprend qu'il y a en outre plusieurs niveaux de langue entre l'arabe parlé et l'arabe classique (fusha).

Il faut aussi ajouter le français utilisé par les dirigeants et les couches sociales supérieures urbaines. Savons-nous que le tirage de l'ensemble des journaux en langue française est l'un des plus forts des pays francophones ? Pourquoi le français persiste-t-il en Algérie à cette échelle ? C'est qu'il répond à des besoins cognitifs que ni l'arabe classique, ni l'arabe parlé, ni le tamazight ne satisfont.

Dans ce tableau, il faut se demander quel est le statut de chacune des langues et surtout comment les locuteurs se les représentent.

La première observation à faire, c'est que les Algériens ne valorisent pas et n'ont pas d'estime pour leurs langues vernaculaires. La Kabylie fait exception, mais cette exception est récente. Il est révélateur que la revendication de la réhabilitation de la langue berbère soit née dans le mouvement national, dans le PPA-MTLD secoué en 1949 par ladite crise berbériste. Détestant les archaïsmes de la société identifiés à l'arabité, les militants de ce courant souhaitaient une Algérie moderne et sécularisée.

Le populisme, fort en Kabylie comme dans les autres régions du pays, est arrivé à absorber cette crise pour se donner comme seul objectif l'indépendance.

Mais ce courant est réapparu dans les années 1960 culminant dans la création de l'Académie berbère à Paris en 1967 animée par Mohamed-Arab Bessaoud dont le discours contre l'arabité était excessif pour ne pas dire plus, donnant une justification supplémentaire aux arabophones de rejeter et de se méfier de la revendication berbériste portée principalement par des francophones.

Cependant, l'hostilité des arabophones au tamazight ne s'explique pas seulement par l'extrémisme de l'Académie berbère. Cette hostilité a des racines plus profondes à rechercher dans l'imaginaire de la culture algérienne qui n'a pas intégré le caractère historique du monde social, et qui est enfermée dans une espèce de temporalité qui refoule tout ce qui est antérieur à l'islam.

La société algérienne reproduit l'héritage culturel de l'universalité que lui a fourni la civilisation islamique.

Par conséquent, les arabophones ne sont pas hostiles à la langue berbère en soi ; ils sont plutôt attachés à un modèle atemporel où le passé n'a pas de place.

L'arabe dialectal est aussi victime de cet imaginaire, et est accusé — à tort — d'être le produit de la colonisation. Les langues vernaculaires, arabe dialectal et tamazight sont refusées parce que considérées comme incapables de véhiculer le savoir. Elles sont perçues comme les langues des ignorants, des femmes, des enfants ou de personnes qui n'ont aucune éducation et qui ne savent pas «parler officiellement».

Les locuteurs doutent que les langues vernaculaires puissent véhiculer la science et la parole divine du fait même qu'elles ne sont pas écrites.

Il y a comme un déni de soi en rapport avec le complexe d'infériorité compensé par la survalorisation de la langue écrite, respectée pour la symbolique qu'elle renferme.

La langue vernaculaire est celle de la familiarité et des rapports infra-institutionnels.

Mais dès que ces rapports s'éloignent de l'espace domestique, il est fait appel à une langue épurée qui cherche à se rapprocher de la fusha.

Quand deux personnes, qui ne se connaissent pas et qui ne parlent que l'arabe dialectal, se rencontrent, elles formalisent leurs échanges langagiers. Il y a une division linguistique singulière dans l'espace social d'une part entre l'officiel et le formel et, d'autre part entre l'usuel et l'informel, ou entre le public et le privé.

Dès que quelqu'un prend la parole en public, il utilisera autant que possible des mots de l'arabe classique pour donner plus de crédibilité à son message. Il n'y a qu'à voir à la télévision comment les personnes interrogées par les journalistes cherchent à parler l'arabe classique qu'ils ne maîtrisent pas. La fusha est la langue des activités publiques, comme si le groupe ne se concevait pas en dehors des références qu'elle véhicule.

Elle a la charge de véhiculer l'universalité et d'exprimer la réalité enchantée du monde, tandis que la langue vernaculaire a pour vocation d'exprimer la dimension domestique et temporelle de la vie sociale.

L'arabe dialectal est désigné par le mot dévalorisant darijaet le berbère était encore appelé il y a quelques années chelha, ce qui est encore plus dévalorisant. Ceux qui prétendent que les Algériens arabophones sont contre la langue berbère parce qu'ils sont anti-kabyles ignorent totalement l'anthropologie linguistique du pays.

Il y a lieu de savoir que pendant des siècles, le sentiment religieux et la culture savante ont étouffé l'ethnicité, appelée en arabe chou'oubia. De grandes familles berbères bricolaient leurs arbres généalogiques pour se réclamer d'une ascendance arabe et pour se prévaloir du statut de chorfa et de mrabtine. La Kabylie n'a pas échappé à ce mouvement puisque c'est là où on trouve le plus les noms comme Ramdane, Saïd, 'Arab... Le prénom Lahouari a plus une consonance berbère que ceux de mes contradicteurs Mhand, Boualem, Tahar, Mouloud et Ali. Il est vrai que cette arabité a été berbérisée comme l'indique le prénom Mhand dérivé de Mohamed. La Kabylie compte beaucoup de lignages maraboutiques qui prétendent avoir des ancêtres arabes établis d'abord à Saguiet el Hamra avant de s'installer au Djurdjura.

Cet héritage de plus de dix siècles ne peut être effacé par un trait de plume. Pour clarifier ce dont nous parlons, nous avons besoin de l'éclairage de l'histoire, de l'anthropologie, de la sociologie et de la linguistique.

Nous rendrons service à la situation linguistique du pays en ayant recours aux sciences sociales pour expliquer les dynamiques et contradictions de la société, ce qui aidera à terme à faire émerger chez nos compatriotes la conscience de l'historicité et surtout pour comprendre qu'une langue est un outil de communication qui exprime l'imaginaire et les aspirations.

2. Langue et aspirations à la modernité

Le deuxième axe est relatif à la langue berbère elle-même, handicapée par le fait qu'elle était principalement orale. Sa capacité à attirer les jeunes générations dépendra de ce qu'elle leur offrira. L'affectif ne suffit pas à faire vivre une langue, fût-elle celle des ancêtres. Et surtout, il ne faut pas oublier que les langues appartiennent à la longue durée, ce que les linguistes appellent la diachronie.

Ce qui est frappant chez les acteurs, c'est l'absence de perspective historique, c'est-à-dire l'incapacité de projeter dans le futur les tâches à étaler sur plusieurs générations.

Boumediène voulait développer en 20 ans l'Algérie par décret, c'est-à-dire par en haut, et nous savons ce qui arriva à l'économie du pays.

Les berbéristes veulent restaurer au niveau national la langue berbère par décision politique.

De ce point de vue, il faut rendre hommage à Salem Chaker qui a préféré inscrire sa contribution dans la longue durée accomplissant un travail académique de linguiste. L'histoire et l'anthropologie de la langue berbère sont à faire pour montrer pourquoi cette langue n'a survécu que dans les montagnes et pourquoi les locuteurs ne lui ont jamais donné la dignité des langues écrites savantes.

Il faut rappeler que les dynasties berbères d'origines tribales et maraboutiques se réclamaient toujours de l'islam puritain et de l'arabité citadine. Comme si le berbère ne reconnaissait pas à sa langue la capacité de véhiculer et d'exprimer l'universalité. Ceci est une tendance anthropologique lourde dans la société exprimée aujourd'hui par l'hostilité à la langue berbère dès qu'il s'agit de catégories universelles comme religion, Etat, nation...

Les Berbères n'ont pas fait comme les Perses qui ont sauvé leur langue et qui se sont démarqués sur le plan culturel des Arabes.

La modernité a fait bouger les choses et a permis au Maghreb, en Algérie et aussi au Maroc, l'émergence de courants qui se réclament de la berbérité, militant pour le statut officiel de la langue berbère.

L'imaginaire atemporel qui sacralise la langue arabe est battu en brèche avec la proposition d'un modèle de nation avec deux langues.

Le projet est-il viable ? Idéalement il l'est, mais l'histoire est un processus marqué par la cohérence et souvent l'incohérence des imaginaires et par la conscience des acteurs.

Le projet de renaissance de la langue berbère et sa reconnaissance comme langue de la nation ne se réaliseront que si elle n'est pas mise en opposition avec la langue arabe classique qui, qu'on le veuille ou non, a été le véhicule de la culture savante du Maghreb depuis le 7^e siècle. La Kabylie, comme d'autres régions, y a apporté sa contribution. Les oulémas au 17^e siècle appelaient la Kabylie « la montagne savante », du fait que le savoir scripturaire avait été recueilli par les zaouïates locales après le déclin culturel de Bougie (voir à ce sujet le livre de Houari Touati, **ENTRE DIEU ET LES HOMMES : LETTRES, SAINTS ET SORCIERS AU MAGHREB**, Maison des Sciences de l'Homme, 1994). Il faut cesser de désigner l'arabité comme bouc émissaire, comme la cause du retard culturel du pays.

Dans ce débat, nous passons, me semble-t-il, à côté de l'essentiel : la langue n'est pas une fin en soi ; elle est le véhicule d'une culture et d'une civilisation.

L'échec de l'arabisation, qui a d'ailleurs encouragé la revendication berbériste, provient de ce qu'elle est restée prisonnière du turath, du patrimoine culturel médiéval. C'est ce qui explique que soixante ans après les indépendances, il n'y a pas de philosophe, de sociologue, d'anthropologue arabophone ou arabe de dimension internationale, de niveau de Habermas, Bourdieu ou Geertz.

La langue berbère connaîtra le même sort si elle reste prisonnière de la culture locale passée et de la poésie. Son avenir se joue dans sa formalisation en langue écrite avec l'alphabet arabe, et dans la traduction de Homère, de Tolstoï, en passant par Les Mille et une Nuits, le Coran et Kant.

A quoi servirait la langue berbère si nous ne pouvons pas lire dans cette langue des œuvres universelles et des travaux scientifiques sur la société algérienne ?

L'affectivité ne suffit pas pour créer le lien social.

C'est ce qu'avait vu Durkheim qui avait opposé la solidarité mécanique fondée sur le lignage, à la solidarité organique fondée sur la division sociale du travail, figure de la modernité. Il en déduit que la solidarité mécanique n'est pas suffisante à elle seule pour assurer la cohésion sociale.

Je voudrais faire remarquer à mes collègues qui m'ont interpellé que la problématique durkheimienne des deux solidarités, enseignée dans toutes les facultés de sociologie du monde, a été élaborée à partir des observations ethnographiques faites en Kabylie durant le dernier tiers du 19^e siècle (Cf. A. Hanoteaux et A. Letourneux, **MŒURS ET COUTUMES EN KABYLIE**, Paris, 1880). L'anthropologue britannique Ernest Gellner (1926-1996) l'a reformulée en lui donnant le nom de segmentarité et l'a appliquée aux Berbères du Haut-Atlas marocain.

Le monde académique occidental se représente le Maghreb comme le lieu par excellence de la solidarité mécanique, des rapports lignagers, de l'affectif..., ajoutant par ailleurs que ce n'est pas suffisant pour assurer la cohésion sociale dans une nation moderne.

Ce qui est à craindre, c'est que le berbérisme ne reproduise les défauts et les limites idéologiques du nationalisme arabe qui a étouffé l'individu dans une identité essentialisée.

La nature humaine est une essence ; la culture est une construction historique faite de continuités et de ruptures.

En conclusion, je voudrais faire une remarque d'ordre méthodologique.

Comme universitaire, je n'exprime pas une opinion personnelle ou un jugement de valeur. J'essaie de produire des analyses, à confirmer ou à infirmer par l'échange académique, pour cerner les dynamiques sociales et politiques de l'Algérie.

Mon opinion sur le principe d'enseigner la langue berbère à Mascara et à Tébessa importe peu.

Ce qui importe, c'est de savoir si c'est réalisable aujourd'hui.

Je voudrais aussi ajouter que je ne suis ni anti-berbériste, ni berbériste. Je suis anti-anti-berbériste, c'est-à-dire que, dans le respect des valeurs démocratiques, je suis contre les anti-berbéristes.

Enfin, je laisse le soin au lecteur du Soir d'Algérie d'estimer si je me suis débarrassé du caillou dans mon soulier et si je suis parvenu à le mettre dans les souliers des compatriotes qui m'ont interpellé et à qui je transmets mes cordiales salutations.

Le 25 août 2010, contribution / débat dans *EL-WATAN*

L’avenir de tamazight n’est pas dans l’alphabet arabe

Djaâfar Messaoudi (qui a d’abord vu sa contribution au débat circuler sur des sites web et qui, une fois publié par El Watan, y approfondit son opinion dans la partie réservée aux forumistes)⁴

Le 24 Août 2010, *LIBERTE* publie un article de Salim Koudil

Ali El-Kenz, lors d’une conférence-débat “Je suis pour l’écriture du berbère avec des caractères arabes”⁵

⁴ http://www.elwatan.com/contributions/idees-debats/l-avenir-de-tamazight-n-est-pas-dans-l-alphabet-arabe-25-08-2010-87462_240.php

⁵ Pour accéder à l’article repris sur plusieurs sites, cliquer sur un des liens suivants :

- <http://www.liberte-algerie.com/edit.php?id=141424Actualit%C3%A9>
- http://www.ksari.com/index.php?option=com_content&view=article&id=1946:ali-el-kenz-lors-dune-conference-debat-je-suis-pour-lecriture-du-berbere-avec-des-caracteres-arabes&catid=74:culturelle&Itemid=418
- «LE QUOTIDIEN D’ALGERIE <http://www.lequotidienalgerie.org/2010/08/24/ali-el-kenz-lors-d%E2%80%99une-conference-debat-%E2%80%9Cje-suis-pour-l%E2%80%99écriture-du-berbere-avec-des-caracteres-arabes%E2%80%9D/>

"J'aime les langues, toutes les langues...".⁶

La discussion amicale qui a eu lieu lors de la soirée organisée par Djazair News de dimanche 22 août m'a valu un si copieux retour de courrier directement ou par blogs interposés que je me suis décidé à écrire ce texte pour éclairer mes lecteurs.

J'aime les langues, toutes les langues, les plus lointaines de mon expérience propre comme les plus proches. Je les aime comme un esthète, leur sonorité et les gestes et les mimiques qui les accompagnent, mais aussi comme un simple curieux devant tant d'ingéniosité qu'il a fallu pour les établir sur le long terme et les étaler sur de larges communautés. J'en connais quelques-unes, l'arabe que je parlais dans mon enfance, mais que je n'ai pu lire et écrire que bien plus tard ; le français que je n'ai parlé qu'après ma première enfance, mais que j'ai écrit et lu avant l'arabe, ma langue maternelle ; l'anglais que je découvre au collège, mais que je n'ai pratiqué que bien plus tard quand les voyages scientifiques m'y obligèrent. Il y a d'autres langues que j'aurais aimé pratiquer comme l'allemand pour entrer dans ce fabuleux XIXe siècle de la philosophie, ou l'italien et l'espagnol pour lire à voix haute les grands récits et poésies que ces deux continents linguistiques ont laissés comme héritage commun. Il y aussi, bien sûr, l'océan infini des autres langues qu'il m'arrive de côtoyer de près et de goûter les sons qui en sortent sans même en comprendre le sens.

Le russe et son roulement marin du «rr» qui porte des syllabes longues comme des vagues ; le chinois et le japonais, que je confonds au grand dam des Chinois et des Japonais ; le hindi si rapide comparé à la lenteur de la gestuelle hindie, mais aussi le wolof saccadé ou le peul à l'inverse doux et glissant comme le sable de sa patrie ; le portugais si proche et si lointain de l'espagnol par le rythme indolent de sa phrase et la basse tonalité de sa musique. Et, que dire des «qaçaïd» d'Aït Menguellet dont le souffle et la force océaniques, comme celles de Ababsa et El Bar Aomar me ramènent à mes mythes originaires ? Je n'en comprends pas les paroles, mais la musicalité du chant devient, ici, elle-même parole. Je pense à Atawalppa Yupanki, à Listz, Chopin, Wagner ou Borodine et les sources et les effets de leurs musiques sur les Indiens d'Amérique, les Hongrois, les Polonais, les Russes ou les Allemands. Dans toutes ces situations que j'ai eu à vivre, je me suis toujours senti admiratif et bien modeste devant cette immense richesse et diversité des sociétés humaines.

Des langues au sens physique du terme qui fabriquent avec de l'air et des sons, des paroles qui signifient les choses les plus communes comme un arbre, une pierre, de l'eau et du feu, mais aussi des réalités bien plus complexes comme les émotions, joie et colère, amour et haine, les croyances, mythes et religions, rêves et poésies, la raison enfin qui tente en vain d'imposer sa rationalité à cette langue sans laquelle pourtant elle ne serait pas. Domesticquer la langue, n'est-ce pas le mythe rationaliste par excellence qui, de Pythagore à la numérisation actuelle, tente régulièrement

⁶ <http://forumdesdemocrates.over-blog.com/article-j-aime-les-langues-toutes-les-langues-56352118.html>

Pour accéder à l'article repris sur plusieurs sites, cliquer sur un des liens suivants :

http://www.elwatan.com/contributions/chronique-ali-el-kenz/j-aime-les-langues-toutes-les-langues-01-09-2010-88403_239.php

<http://forumdesdemocrates.over-blog.com/article-j-aime-les-langues-toutes-les-langues-56352118.html>

d'enfermer le mot sous le chiffre, le sens sous le signe afin de mieux gouverner la pensée et de faire des humains des automates ?

Il y a une dizaine d'années, j'avais vu un film qui m'avait singulièrement ému : il s'agissait d'un Grec qui revenait dans son pays natal après plusieurs années d'absence. Il était poète et malade et savait qu'il allait mourir. Parcourant la Grèce de long en large, il écoutait les gens parler et chaque fois qu'il entendait un mot, une phrase que la langue moderne, standardisée par la mondialisation avait rejetés dans l'oubli, il sortait de l'argent de sa sacoche et l'offrait à son interlocuteur. Dans ce voyage linguistique, le premier prix revint à un petit berger de la montagne qui lui avait répondu dans une formule que plus personne n'utilisait.

Et quand, dans ma petite expérience personnelle, je retourne à Skikda, j'avoue que j'écoute moins les récriminations sociales, économiques, politiques et autres que j'entends partout en Algérie, mais suis plus attentif aux mots, aux expressions et à la sonorité de la langue qui les véhiculent. En fait, je découvrais la richesse de ma langue maternelle, celle-là même que j'avais fini par dévaloriser avec mes instituteurs français, mais aussi plus tard avec les professeurs d'arabe eux-mêmes qui la considéraient comme un dialecte appauvri, un patois même, qu'il fallait «éradiquer» et remplacer par la langue épurée des grammairiens.

Il faut dire que la doxa commune en linguistique ici en Algérie comme ailleurs était à la discrimination des «langues populaires» au profit des langues épurées qu'on appelait «classiques» ici, académiques ailleurs. Les travaux des linguistes, y compris des structuralistes modernes comme de Saussure y étaient pour beaucoup. Pour aller vite, le schéma était simple : voilà une langue, modèle, archétype ou prototype, pour parler comme les inventeurs de machines, qui va s'incarner dans plusieurs versions plus ou moins proches de l'original ; ces versions seront déclarées patois, dialectes, dérivés, etc. Il en était ainsi de ma «lehja» de Skikdi qu'on moquait parce qu'elle ne distinguait pas le masculin du féminin, transformait le «t» en «che», bouffait ou allongeait les voyelles quand il ne le fallait pas ; mais il en était ainsi comme du chaouiïa, du mozabite ou du kabyle, etc. En bref, le champ linguistique qui m'entourait comprenait deux Langues avec grand L, le français des colonisateurs et l'arabe dans ses deux versions, celui du Coran qu'on apprenait à la zaouiïa et le «fasih» au lycée, et plus tard à l'université. Tout autour, sur les marges en quelque sorte, se situaient tous les autres dialectes considérés comme des sous-produits «dévoyés» des premiers.

C'est en lisant Chomsky et sa grammaire générative que je compris l'inversion de l'ordre des réalités linguistiques que cette opération réalisait. Les langues parlées existent par elles-mêmes et l'original autour duquel les grammairiens traditionnels, comme les linguistes modernes les ramenaient comme à leur lieu de naissance, n'était en fait qu'une construction théorique «a posteriori», destinée à organiser, comparer et établir des règles de fonctionnement. En réalité, la langue pure, le modèle donc n'a d'existence que méthodologique.

En lui donnant une valeur ontologique, on mettait le monde à l'envers : les langues réelles, parlées et/ou écrites qui précédaient le modèle épuré et à partir desquelles on avait construit ce modèle devenaient ses applications et ce qui avait été «induit» de l'extrême richesse linguistique d'une communauté devenait par ce «coup d'Etat théorique» cela même dont on déduisait cette extrême richesse. Et comme chez Platon chez qui les «Idées» préexistent au réel qui les incarnera, «l'Idée» de langue précéderait la langue réelle. Si l'affaire n'avait tenu qu'à des discussions de philosophes, je n'aurais pas fatigué le lecteur par ces digressions compliquées ; mais voilà, aujourd'hui, partout ou presque dans le monde, les langues se remettent à faire parler d'elles-mêmes, si j'ose dire. En Amérique du Sud, les nations «indigènes» réclament à la fois le droit à leur terre et à leur langue, comme en Afrique et en Inde, en Europe même avec les Corses, les Basques et les Bretons en France, les Flamands en Belgique et bien sûr chez nous. Retour donc à la situation algérienne.

1- La langue arabe

Parlée par la majorité de la population, elle n'était écrite et lue que par une minorité de «lettrés» : dans sa version coranique par les talebs des zaouïas et des mosquées, c'était et c'est toujours l'arabe liturgique, et dans sa version «moderne» par les professeurs des médersas et plus tard de l'université. Ces derniers tournaient le dos aux «lehjas» parlées par les populations arabophones du pays qu'ils considéraient comme des formes «dégénérées» du modèle de référence. Celui-ci était établi à partir des expériences des autres pays arabes non-berbérophones à l'origine et qui n'ont pas connu de colonisation de peuplement. L'enseignement de la langue se fit alors en ignorant superbement l'expérience linguistique propre à l'Algérie, méprisant sa singularité et son originalité. Au lieu de partir de cette expérience, ils lui tournèrent le dos et comme Jules Ferry en France et ses épigones en Algérie qui se donnèrent pour «mission» de franciser et la France (exit les langues locales comme le basque et le breton) et l'Algérie colonisée, nos «jules-ferristes» locaux se donnèrent pour mission «d'arabiser» leur propre pays qui était déjà arabophone !

La langue enseignée, sans racines locales, devint une langue mécanique, déconnectée de son vivier naturel, soit les langues parlées par les Algériens, et dans lequel elle aurait puisé énergie et vitalité. J'ai comme hypothèse pour expliquer cet acharnement à tourner le dos à la richesse linguistique nationale, la formation de nos arabisants locaux qui les accabla de complexes dans les lieux moyen-orientaux où ils ont évolué qui s'exprimaient dans la haine viscérale de la langue française, et le mépris hautain des dialectes locaux. A tout cela, il faut ajouter l'intense rivalité qui les opposa, l'indépendance venue, à l'autre élite culturellement concurrente, celle des «francisés». Avec les religieux, ils constituaient, alors, les trois petites minorités qui se partageaient le monopole de l'écriture, si nécessaire à l'exercice du pouvoir symbolique. L'écriture d'une langue a souvent été une affaire de domination et son académisation une question d'Etat.

Quoi qu'il en soit, le modèle de langue ainsi édifié devint un artefact lourd et désarticulé que l'on peut mesurer à son usage. Des officiels qui bégayaient quand ils discourent «officiellement», cherchant maladroitement des mots et des formules ailleurs, dans d'autres pays quand ils sont tout à leur portée dans la langue de leur mère, de leur quartier, de leur région. Et l'on peut mesurer au temps qu'ils mettent pour trouver ces fameux mots ou formules, les efforts inutilement dépensés pour discourir dans cette langue de grammairien quand ils peuvent parler simplement dans celle de leur propre expérience linguistique.

Cet exercice, périlleux pour beaucoup, a, selon nous, joué un rôle important dans l'expérience politique de l'Algérie indépendante. Les «responsables», titulaires du droit de parler publiquement, en adoptant cette posture linguistique «décrochée» des langues vernaculaires, se sont en quelque sorte eux-mêmes «décrochés» de ceux qui les écoutent, augmentant ainsi la distance déjà grande qui les séparait des citoyens ordinaires. Un contre-exemple nous est donné ici par le passage en «météore» du président Boudiaf qui a été rapidement adopté par la population, non seulement par les perspectives politiques qu'il lui ouvrait, mais aussi par la langue qu'il utilisait pour les dire : un arabe algérien qui n'avait rien à envier, en termes linguistiques, à l'égyptien, au libanais, à l'irakien ou au syrien.

Mais, c'est dans la culture populaire algérienne, notamment sa poésie (el melhoun) et la chanson, en particulier le chaâbi, que gît comme en concentré le génie linguistique du pays. Écoutons El Hadj El Anka par exemple, cet homme, originaire de Kabylie, formé à Meknes, bouleverse à son retour mais sans la rejeter, la tradition andalouse, en l'immergeant totalement dans la langue populaire algérienne. Et voilà les Algérois, suivis des autres grandes villes du Nord qui écoutent et apprennent ses chansons et celles des H'cicen et leurs successeurs. Ils venaient de créer «un style», au sens le plus noble du terme, et de la langue et de la musique, formé de matériaux proprement algériens. C'est dans ce gisement ainsi ouvert — plus tard monteront en visibilité d'autres styles alimentés aux richesses musicales et linguistiques des autres régions — que s'est constituée, en parallèle avec la langue mécanique et artificielle des «élites grammairiennes», celle vivante et «naturelle» de l'arabe algérien post-colonial. Le temps est peut-être venu pour qu'une nouvelle académie de la langue arabe s'édifie en absorbant le patrimoine linguistique algérien.

Tamazight constitue pour l'Algérie et une grande partie du Maghreb la langue des origines. Grâce aux régions qui ont continué à le parler, il a été préservé comme langue vivante, mais n'a pas eu la chance historique de s'incarner dans une écriture durable (à l'exception du tifinagh). Aujourd'hui, il ne s'agit plus de la reconnaissance de tamazight comme langue nationale, mais de son écriture et de son enseignement. Et cette écriture et son enseignement ne peuvent pas être pensés en dehors des contextes historiques et culturels dans lesquels elle a réussi à survivre. Notamment sa coexistence avec la langue arabe telle qu'elle a existé en Algérie, soit près de quatorze siècles. Durant cette longue période, les deux expériences linguistiques ont naturellement communiqué, chacune empruntant à l'autre des éléments divers relevant à la fois de la sémantique, de la syntaxe et de la phonétique.

L'arabe algérien, par exemple, souvent incompris des Moyen-Orientaux, a pris du berbère des formes syntaxiques qui lui donnent sa singularité comme de préférer la phrase nominale à la phrase verbale, les pluriels irréguliers aux réguliers (en in), etc. Mais c'est surtout dans la phonétique que le mélange est le plus visible au point que souvent les phrases arabes algériennes sont difficilement compréhensibles par une oreille orientale : les voyelles sont souvent supprimées : on dira par exemple «drabtou» pour «darabtou», et le point tonique est le plus souvent sur la dernière syllabe, alors qu'il est sur l'avant-dernière syllabe ailleurs. L'arabe algérien est ainsi moins «chantant» que l'oriental, et l'est encore moins au Maroc.

Les apports en sens inverse sont aussi nombreux, en sémantique notamment où des centaines de mots ont été empruntés et digérés par le berbère : «Oulech», ce fameux mot d'ordre des militants est issu de «ouala chi» et le mot kabyle lui-même vient de qabila.

J'ai pris ces quelques exemples juste pour donner une idée du brassage qui ne pouvait pas ne pas se réaliser durant toute cette période. Aujourd'hui, l'heure est venue à l'écriture de tamazight. Quelqu'un m'a écrit en me disant : «Laisse-moi ma langue et occupe-toi de la tienne.» Que veut-il faire avec «sa» langue, qui n'est d'ailleurs pas la sienne mais celle de tous les Algériens ? Communiquer avec lui-même ou s'ouvrir à tous ses concitoyens, y compris les arabophones ? Surtout que tous les Algériens sont aujourd'hui arabophones, y compris les berbérophones.

C'est dans cette optique que je me suis permis, lors de la soirée organisée par Djazaïr News, de suggérer l'écriture de tamazight dans l'alphabet arabe et son enseignement à tous les Algériens. Rien n'interdit d'ailleurs de faire appel à d'autres écritures comme le tifinagh ou même le latin ; en Inde, le sanskrit n'est accessible qu'aux Brahmanes, tandis qu'en Chine le mandarin s'est identifié à ceux qui ont pu y accéder ; et Homère continue d'être édité en grec ancien que les Grecs d'aujourd'hui ne peuvent lire, et il en est de même pour les œuvres en latin de St-Augustin ou de Cicéron. Pour finir, ce malentendu qui revient très souvent : écrire tamazight en arabe ne signifie absolument pas «l'arabiser».

La Perse, ce pays millénaire où est née l'écriture, n'a pas disparu quand elle a adopté l'alphabet arabe et l'iranien est sa langue, tandis que les maîtres du Califat ottoman qui a duré 5 siècles n'ont pas hésité à adopter l'alphabet arabe pour écrire le turc sans y perdre leur âme ; de même que les pays européens qui ont adopté les uns l'alphabet latin, les autres l'alphabet cyrillique sans pour autant perdre leur identité. La transcription dans les caractères arabes de tamazight permettra à tous les Algériens qui parlent et écrivent en majorité la langue arabe et non à une petite minorité cultivée d'accéder à cette langue. Alors, tamazight sera plus rapidement et plus aisément la langue nationale tant désirée.

"CHRONIQUE DE ALI EL KENZ"

Transcription de Tamazight en caractères arabes Contribution⁷

L'aménagement linguistique est "une tentative de résoudre des problèmes sociaux, économiques et politiques par le biais d'une intervention portant sur la langue", Weinstein, 1980.

Il n'y a pas si longtemps, parler tamazigh était en soi contre-révolutionnaire. Enfermée (au sens incarcéré) cette langue autochtone n'a pu suivre l'évolution de la société universelle. Empêchée d'exister, elle n'a pu se développer ni se moderniser pour rendre les réalités du présent. Il aura fallu attendre 1995 (après le sacrifice de plusieurs générations de militants) pour voir son enseignement accepté, et 2002 pour avoir le statut de langue nationale (article 3 bis de la Constitution).

Ce bref rappel pour dire qu'un travail colossal attend à la fois les spécialistes de la langue mais aussi les historiens, sociologues, anthropologues, ethnologues, juristes... et la société civile à travers son réseau associatif.

La normalisation de tamazight (au sens, rendre son usage normal) est une nécessité pour une réelle socialisation et c'est précisément la raison pour laquelle le support graphique à utiliser est important.

Durant de longues années, il y a eu un débat houleux concernant le choix entre les alphabets latin, tfinagh et arabe. Brusquement, des universitaires pour qui la question amazigh était leur dernier souci (trop occupés dans leur centre de recherche européen) se mettent à donner leur avis mais toujours dans le même sens, écrire en caractères arabes. Une même motivation : partager avec le monde arabe l'écriture, faute de mieux tout en apportant la contradiction aux locuteurs du tamazight, les principaux concernés (la langue appartenant prioritairement aux locuteurs). Bien entendu, notre souhait est que tous les Nord-Africains soient obligés juridiquement d'apprendre la langue originelle comme aujourd'hui ils apprennent l'arabe. Mais pragmatiquement, je pense que pour longtemps malheureusement, nombreux seront ceux qui la rejetteront pour divers prétextes. Et ceux qui viennent à son secours par le biais du caractère arabe y font parti.

Je ne m'épuiserai pas à répondre à Ali El-Kenz, Addi Lahouari et autres pourfendeurs. (Nous ne les avons pas entendus à l'époque où il n'était pas de bon ton d'en parler). Leurs propos n'engagent que leurs personnes et de mon point de vue la région où sont scolarisés 90% des enfants en tamazight ne partage aucunement leur avis.

Je reviendrai par contre sur un débat que j'espérais clos même si une offensive contre la latinisation du caractère pour écrire tamazight se fait de plus en plus forte. La télévision en tamazight, que nous attendions depuis des lustres et qui a vu le jour récemment, n'est finalement qu'un média lourd au service de l'islamisation d'une population perçue comme impie et un instrument d'imposition du caractère arabe dans la transcription du tamazight.

Je reviendrai donc un peu plus en détail sur cette question en reprenant une partie de ma communication que j'ai faite, il y a plusieurs années, dans un colloque international de linguistique en Algérie. J'ai eu, aussi, à donner mon point de vue dans de nombreuses conférences. Je parlerai donc très peu des différents arguments utilisés par les uns et les autres pour défendre leurs chapelles.

Je voudrai simplement dire que la transcription est une manière de perpétuer la parole. De la figer en quelque sorte. Tout symbole scriptural peut donc le faire dès lors qu'il est partagé par les utilisateurs. Tfinagh, arabe et latin peuvent autant que le cyrillique ou les idéogrammes chinois servir de support graphique au tamazight (Mohand Amokrane Khelifati, un des fondateurs de la première association amazigh à Paris en 1954 avait mis au point un alphabet propre à lui et parfaitement fonctionnel). Alors pourquoi la

⁷ Pour accéder à l'article cliquer sur le lien :

http://www.liberte-algerie.com/edit_archive.php?id=141733

guéguerre que se livrent les trois tendances ? Forcément il faut aller chercher la réponse au niveau de l'idéologie. Le graphème n'est, en effet, pas neutre. Il est chargé d'un contenu émotionnel et il est porteur d'un choix de société.

Les partisans du tfinagh argueront que nous nous devons d'utiliser l'écriture de nos aïeux. D'abord pour apporter la preuve de leur degré de civilisation, mais aussi pour faire preuve d'authenticité. En somme, faire preuve de fidélité, sauvegarder un patrimoine et surtout se poser en gardiens du temple. À leurs yeux, tous ceux qui ne font pas ce choix sont des aliénés identitaires. Ces défenseurs de l'alphabet tfinagh se recrutent essentiellement dans les milieux militants amazighs.

Le choix du caractère est idéologique

D'autres souhaiteraient utiliser la transcription arabe. On homogénéiserait ainsi le système de transcription national avec, en prime, l'utilisation d'un caractère sacré. Comment refuser un tel choix sans blasphémer et sans être un traître à la nation ? Ce choix est le fait d'Algériens (amazighophones et arabophones) fortement islamisés et arabisés mais aussi des milieux proches des sphères étatiques.

Enfin, ceux qui ont opté pour le latin sont plutôt lettrés en langue française ou issus de régions à forte émigration vers l'Europe (pratiquement la Kabylie). Leur choix est motivé par des raisons liées à la modernité assimilée à l'occidentalité, un non-dit. Dans les trois cas, nous avons à faire à des choix idéologiques et cela existe depuis la nuit des temps. Rappelons-nous qu'au tout début de l'invention de l'écriture, cette dernière était considérée comme un don de Dieu et que seuls quelques initiés avaient le droit de la manipuler. C'était, déjà, un instrument de perpétuation du pouvoir. En Espagne du XIIe siècle, l'écriture wisigothique a été abandonnée au profit de la caroline parce que la liturgie romaine s'était substituée à la liturgie mozarabique.

Il arrive, donc, que des langues modifient leur graphie en fonction de conjonctures religieuses ou politiques. C'est le cas du turc, qui utilisa trois alphabets différents. L'alphabet arabe (jusqu'à ce qu'Atatürk, fondateur de la République turque le supprime), l'alphabet latin (imposé par le même Atatürk) et l'alphabet cyrillique (russe) utilisé dans les républiques turcophones de l'ancienne union soviétique, telle que le Turkménistan.

Le vietnamien s'était écrit pendant des siècles en idéogrammes chinois lorsque la colonisation française au 19e siècle fit adopter l'alphabet latin.

Le caractère arabe a servi à transcrire des langues qui n'ont aucune parenté avec le sémitique, c'est le cas du persan, du kurde et du turc avant 1928. Le haoussa (langue africaine) l'a, aussi, utilisé avant de passer à une transcription latine.

Pour se rapprocher des pays turcophones (Asie centrale, Azerbaïdjan...), les Tatars ont abandonné l'alphabet cyrillique utilisé depuis 1939 (imposé par les Soviétiques en remplacement du latin, lui-même ayant remplacé l'arabe), au profit de la transcription latine. Ils marquaient, ainsi, leur différence avec les Russes.

Ces quelques exemples, et on pourrait en citer beaucoup, montrent combien le débat sur le caractère graphique n'est pratiquement lié qu'à des questions identitaires, culturelles ou politiques. Le passage d'une transcription à une autre se fait, souvent, sans heurt. C'est le cas des exemples cités ou de la Malaisie où l'on est passé de l'écriture jawi d'origine arabe à l'écriture latine. Parfois le changement est conflictuel comme en Somalie où il a fallu l'imposer après des décennies de résistance.

Après ce détour, pour expliquer que nous n'avons pas le monopole du débat sur la graphie, je reviens à ce qui nous préoccupe, ce jour. Quelle graphie pour tamazight ?

Pourquoi la transcription latine

Le tfinagh a, effectivement, été utilisé dans l'Antiquité à peu près dans tout l'espace amazighophone. Il a continué d'être utilisé par les touareg, jusqu'à nos jours. Mais il faut avoir l'honnêteté de dire qu'il n'y a pas une seule période historique connue où ce caractère a réellement servi pour porter une quelconque littérature amazigh. Des écrivains musulmans se sont servis du caractère arabe pour écrire tamazight mais ils n'ont pas

fait des émules. Force est de constater que durant ce dernier siècle, les écrits amazighs se sont faits dans l'écriture latine. Est-ce un mal ? Je ne le crois, personnellement, pas. Je pense même que nous devons la préserver puisqu'elle semble avoir conquis la majorité des usagers (au moins en Kabylie).

Cette question s'est posée dans les mêmes termes au Maroc. La déclaration de Meknès, signée par 70 associations, qui s'est prononcée clairement pour l'utilisation du latin, a entraîné de vives réactions de part des islamistes. Ahmed Raissouni, président de l'association Attawhid Wal Islah a fait une correspondance à Mohamed Chafik, recteur de l'Ircam à l'époque, pour dénoncer le fait que "l'adoption de la graphie latine est un choix colonialiste qui vise à éloigner les Amazighs de l'Islam et à semer la division entre eux et les Arabes..." Les partisans du tfinagh se sont alors posés en alternative, une solution, de fait, attendue par le Makhzen.

Une solution qui, à mon avis, ne gênera pas le pouvoir algérien. Il faut s'attendre à de multiples pressions pour ramener "les brebis égarées" dans la voie de la nation arabe ou tout au moins à les "désoccidentaliser" en leur faisant écrire tamazight en tfinagh.

Je termine par l'abstract que j'ai adressé aux organisateurs du colloque international du CNPLET qui se déroula du 5 au 7 décembre 2006 à Sidi-Fredj.

Après plus d'une décennie d'enseignement du tamazight, désormais langue nationale, nous en sommes encore à discuter de la graphie. Les discussions ont été nombreuses et les écrits foisonnent. La "société civile" s'est largement exprimée par le biais du dense réseau associatif et les spécialistes de la langue ont globalement donné leur avis. Le temps écoulé, l'énergie dépensée ne semble, pourtant, pas avoir mis fin au débat. Forcément, le choix d'une graphie n'est pas aussi technique qu'on le pense, sans quoi un bon argumentaire aurait suffi à y mettre un terme. L'idéologie est, en effet, prégnante et de nombreux exemples l'atteste (...)

Le monde arabe n'a pas échappé au débat

Deux citations illustrent largement une volonté de réformer l'écriture arabe :

une première de Qasim Amin : *"L'Européen lit pour comprendre quant à nous, nous devons comprendre pour lire."*

Une deuxième de Taha Hussein : *"Comment demandez-vous à cette multitude de petits enfants de comprendre les livres qui leur sont donnés dans les écoles pour qu'ils les lisent comme ils doivent être lus, alors qu'ils doivent les comprendre avant de les lire."*

La violence des réactions qu'ils ont déclenchées révèle bien qu'il y a autour de "simples lettres" une âpre lutte idéologique.

Bien entendu, des arguments pseudos scientifiques sont avancés pour justifier tel ou tel choix. C'est ainsi que nous pouvons citer pêle-mêle : support identitaire, caractères du Coran, homogénéisation du système de transcription national, fonds documentaire universel, esthétique...

Cet argumentaire nous est également servi en Algérie où chaque camp défend une "citadelle assiégée". La logique voudrait, pourtant, que l'alphabet soit fonctionnel et admis par la communauté des locuteurs.

Il nous suffit, pour mettre fin à ce qui est devenu une véritable polémique de choisir la graphie la mieux implantée. Rien ne contredit, donc, que les caractères diffèrent d'une région à une autre (en fonction de la demande sociale). Le temps fera son œuvre et l'une d'elle deviendra naturellement hégémonique.

*Mouloud Lounaouci
Universitaire
Les titres et les intertitres sont de la rédaction*

Actualités : RÉPONSE À LAHOUARI ADDI SUR L'AMAZIGHITÉ L'intellectuel et la tentation de la Tribu⁸

L'intellectuel Je pense avoir tout compris de la réponse de Lahouari Addi aux quatre lecteurs (Mhand Amarouche, Boualem Aourane, Tahar Hamadache, Mouloud Idir, Ali Ihaddadene) qui l'ont interpellé avec beaucoup de respect et de volonté de dialogue constructif dans le même quotidien en date du 8 août 2010.

J'ai compris, par exemple, que la question est complexe et qu'elle nécessite ipso facto des réponses complexes. J'ai compris aussi que lui, Lahouari, porte un prénom qui possède davantage de consonances berbères que ceux de ses interpellateurs, accablés de prénoms arabes irrémédiables. J'ai compris que nous ne devons pas parler à la légère de questions comme l'amazighité et qu'il valait mieux s'appuyer sur des recherches anthropologiques. J'ai compris ou crois avoir compris, et approuve.

Je fais partie de ces gens qui, à l'usage, se lassent des discours binaires, manichéens, simplistes. Rien n'est simple, sauf ce qui n'est pas compliqué, dirait M. de La Palice. Donc j'ai compris la réflexion de Lahouari Addi, et sur beaucoup de points, je suis plutôt d'accord avec lui. Mais ce que je ne comprends pas c'est la raison pour laquelle Lahouari Addi affirme sans discussion aucune, et sans argument, que tamazight doit être écrite dans l'alphabet arabe, à l'exclusion de tout autre, y compris du tifinag, et qu'en revanche, il n'ait pas d'opinion – ou qu'il refuse d'en faire part, la considérant comme secondaire par rapport à la question de la faisabilité de la chose – sur l'enseignement de tamazight sur tout le territoire algérien.

Comment peut-il émettre un avis aussi péremptoire sur une question à la fois technique et politique et se dérober devant l'émission d'une opinion ? En vérité, je soupçonne Lahouari Addi de dire la même chose par ce qu'il exprime avec force que par ce qu'il tait par prudence. Je ne suis même pas loin de penser que ce qu'il ne dit pas est plus expressif que ce qu'il dit. Pourquoi tamazight devrait-elle être écrite en caractères arabes ? Je ne suis pas linguiste pour avoir un avis tranché sur la question mais je sais qu'il y a sur ce point un vieux débat. La seule partie de l'enjeu qui ait trouvé la solution, c'est évidemment le pouvoir qui, en imposant l'alphabet arabe, accorde une sorte de reconnaissance conditionnelle à tamazight. Oui mais à condition que le dogme arabe continue à peser sur tamazight ! De ce point de vue, je crains fort qu'en Lahouari Addi, ce ne soit point l'universitaire lucide et sans doute irrédentiste qui parle, mais l'être social bridé par une grégarité d'arabophone et une soumission au climat délétère de la tribu.

En cela, Lahouari Addi perd sa singulière combativité intellectuelle et principielle pour ressembler à la plupart des intellectuels de notre pays, pugnaces lorsqu'il s'agit de défendre les minorités partout dans le monde et amorphe dès qu'il est question de tamazight. Ils en deviennent méconnaissables de contorsions pour éviter de faire preuve de cohérence avec eux-mêmes.

⁸ Pour lire l'article en ligne cliquer sur le lien :

<http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2010/09/07/article.php?sid=105653&cid=2>

Mais revenons à l'alphabet. Pourquoi l'universitaire familier des raisonnements nuancés qu'est Lahouari Addi n'avance-t-il pas toutes les possibilités et leurs limites avant d'exprimer sa préférence ? Eh bien non ! il pare au plus pressé en affirmant que tamazight doit être transcrite en caractères arabes. Si cette option est la plus idéologique, elle n'est ni la plus pratique, ni la plus symbolique. Si l'on veut que cette langue qui a survécu pendant deux millénaires et demi à toutes sortes de dominations ait des chances d'accéder à l'universalité, et soit à la portée de la diaspora berbère et de toutes celles et ceux qui sont décidés à la sauver à travers l'Algérie et le monde, il est évident que l'alphabet latin est le plus indiqué. Cet alphabet porte, qu'on le veuille ou non, les langues les plus répandues dans le monde contemporain. Nul n'ignore que c'est l'alphabet latin qui abrite les langues dans lesquelles se conçoit aujourd'hui la technologie et se développe la science.

Quand on fait ce constat d'évidence, on nous oppose toujours l'âge d'or de l'Islam et donc de la langue arabe, comme si l'art et la culture et même la philosophie musulmane ne s'étaient pas exprimés dans différentes autres langues dont le berbère.

Or, nous ne parlons pas du passé mais du présent. Du sombre présent. Les pays arabes les plus fondamentalistes en matière d'arabisme recourent sans complexe aux langues de graphie latine pour tout ce qui n'est pas la poésie, l'éloquence et l'incantation. Comme ils ne doutent pas de leur arabité, comme la plupart des Algériens, y compris ceux qui en font un fonds de commerce, on constate beaucoup de décontraction dans leur approche. Celle de nos baathistes est de l'ordre de la névrose. J'ai eu la chance de discuter avec Naguib Mahfouz au Caire en 1989. Lui qui ne parlait et n'écrivait que l'arabe enviait ceux qui pratiquaient d'autres langues comme son aîné et modèle Tewfik El Hakem. C'est un acte de pragmatisme et de volontarisme moderniste qu'avait accompli Atatürk en décidant que la langue turque cesserait d'être écrite en caractères arabes. On dit que la seule loi à laquelle les langues obéissent, c'est l'usage. N'empêche que la décision d'Atatürk a contribué à insérer davantage la Turquie dans l'Europe où elle souhaite entrer aujourd'hui avec son gouvernement islamiste, et ce serait une bonne chose.

Il ne faut jamais ostraciser au risque de radicaliser l'objet de l'ostracisme. C'est ce qu'on a fait en Algérie avec tamazight. Or, participent de cette ostracisation les hésitations et les scrupules d'un Lahouari Addi à prendre position sur cette question qui est celle de la nation algérienne tout entière, dans son histoire, son présent et surtout son devenir, à savoir la reconnaissance d'une évidence, la berbéricité de l'Algérie et le besoin que la langue en devienne nationale et officielle et la culture celle de tous. Je pourrais, avec un brin de provocation, avancer que la langue arabe elle-même pourrait devoir à une transcription en caractères latins une certaine renaissance. Et puis soyons sérieux ! Où voit-on, en Algérie, que l'arabe scriptural soit si massivement pratiqué que la seule chance de tamazight d'être étudiée est d'être transcrite dans son alphabet ?

Nous savons, Lahouari Addi et moi, que la pratique de l'arabe littéraire est toute relative en Algérie en dépit de quatre décennies d'arabisation au rouleau compresseur. Nous devrions avoir au minimum le courage lucide dont avait fait preuve au milieu des années 1980 Mouloud Kassim, un forcené défenseur de l'arabisation, lorsqu'il s'étonnait dans un article publié par Révolution africaine que la presse francophone soit en Algérie plus lue et plus intéressante, chose qu'il n'arrivait pas à comprendre comme bilan contraire de l'arabisation.

Je cite cet exemple pour montrer ce que Lahouari Addi sait et qu'il n'ose peut-être pas dire avec la même liberté que pour d'autres questions : l'arabe littéraire est non seulement une greffe en Algérie mais une greffe qui prend mal. L'option de transcrire tamazight en caractères arabes ne tient la route que du point de vue doctrinaire et sentimental. C'est un peu un retour aux tawabiths, les valeurs sacrées, immuables, qui permettent au pouvoir actuel et à sa descendance, de puiser une légitimité proche de la religion comme ils l'ont permis à son ascendance depuis l'indépendance. Quand on commence à dire que certaines choses ne se discutent pas, ou qu'on le fasse simplement comprendre,

on quitte le terrain du débat, unique chance de sortir des impasses pour entrer dans le tunnel sans fin de l'obstination et de la domination.

Il est navrant qu'un intellectuel se laisse prendre au piège des sentiments au détriment de la raison et de la rationalité.

Si en revanche, plutôt que l'alphabet latin ou arabe, on veuille choisir l'option symbolique, c'est le tifinar qui s'imposerait. Mais là encore, il convient de ne pas se laisser dominer par les sentiments.

Ce n'est pas parce que le tifinar est réputé être le lieu natal de tamazight qu'il faut se laisser aveugler par l'éclat d'un soidisant âge d'or. L'efficacité et l'universalité, tentation de chaque langue, pâtiraient du choix des origines. On l'aura compris.

Ce qui m'interpelle, c'est moins le choix de l'alphabet arabe de Lahouari Addi que le sens de ce choix sans discussion. Il me fait l'effet – comparaison n'est pas raison – de ces intellectuels timorés tel Albert Camus qui, au lieu de militer contre le colonialisme, fauteur de tous les maux autant pour les colonisés que pour les colonisateurs, se contentait de proposer au nom d'un humanisme tiède qu'on améliore la condition du colonisé. Rapiécer là où il faut abolir, c'est la gymnastique approximative exigée par le grand écart. Dans sa réflexion sur tamazight, qu'il reconnaît lui-même comme insuffisante, Lahouari Addi est plus enclin à jouer les réformateurs soucieux de l'équilibre des choses que les révolutionnaires qui tempêtent contre une injustice.

Et l'injustice est là. «Ne sent la morsure de la braise que celui qui marche dessus», dit le dicton. Lahouari Addi a-t-il un instant pensé aux milliers de berbérophones monolingues, à leurs souffrances et aux humiliations subies devant des magistrats pleins de morgue enclins à dégrader la plus vieille langue de ce pays, devant des policiers et des gendarmes insultants pour les locuteurs berbérophones incapables de comprendre la langue arabe?

J'ai toujours été fasciné par le cas d'un homme que je connais en Kabylie. Cet homme âgé de plus de 90 ans est né dans son village qui, sauf erreur, se trouve en Algérie. Il a chassé le colonialisme de son village et de son pays. Il n'en est jamais vraiment sorti, lui-même. Il ne parle qu'une langue et pas un mot d'une autre, que ce soit l'arabe ou le français. L'arabe est pour lui une langue étrangère. Comment peut-on lui asséner, à lui qui est là depuis la nuit des temps, que la langue qu'il ne parle pas est sa langue nationale et officielle ?

Si l'insuffisance de la réflexion de Lahouari Addi et son parti-pris sont visibles dans sa proposition unilatérale de transcrire tamazight en caractères arabes, ils transparaissent aussi dans cette étrange proposition de confiner l'enseignement de tamazight aux zones berbérophones.

C'est quoi une zone berbérophone dans un pays berbère ? Devant l'imprécision hâtive de la proposition, je me vois contraint de comprendre qu'il faut «autoriser» l'enseignement de tamazight uniquement là où elle a été revendiquée. En conséquence, pas même dans toutes les régions amazighophones du pays. Ce sont principalement les trois wilayas de Kabylie (Béjaïa, Bouira et Tizi-Ouzou) les plus pugnaces dans la revendication qu'il conviendrait, si je puis lire entre les lignes, de satisfaire. Ce seraient elles qui s'interrogent sur l'utilité de l'extension de l'enseignement de tamazight aux régions qui ne l'ont pas demandé... Tel semble être le non-dit de la pensée de Lahouari Addi. Le blanc dans la phrase, le mot scotomisé. C'est un peu comme si, n'ayant pas le choix, on concédait l'enseignement de tamazight mais en l'assortissant d'un deal de sorte à pouvoir encore dominer, avoir la mainmise.

Or, si on reconnaît tamazight comme langue nationale, on devrait entendre dans le mot national ces deux syllabes qui nous unissent : nation. La Nation est une culture et un territoire. Il ne s'agit plus dès lors de jeter un os à ronger à une région, la Kabylie, qui s'est trouvée, pour des raisons historiques cernables, à l'avant-garde du combat pour tamazight mais aussi de la démocratie. On sait

que l'un ne va pas sans l'autre et que chaque fois qu'une crise a fait émerger la nécessité de reconnaître tamazight, elle a été accompagnée de revendications démocratiques. Cela fut le cas en 1949, en 1980 puis enfin en 2001. Si la Kabylie a porté ce combat, ce n'est pas pour satisfaire un besoin local mais pour que la nation reconnaisse, à travers ses élites politiques et intellectuelles, d'où ce pays vient et quelle langue fondatrice il possède.

Que Lahouari Addi me pardonne mais je trouve la proposition d'enseignement de tamazight exclusivement dans les zones amazighophones aussi absurde que celle qui préconiserait l'application de la démocratie uniquement en Kabylie sous prétexte que cette région l'a revendiquée en payant parfois, comme lors du Printemps noir, de la vie de plus de 170 de ses enfants.

Dans la proposition de Lahouari Addi, où mettrait-on les Berbères d'Oran, de Constantine ou d'Alger qui, bien qu'ils baignent dans l'arabe dialectal, voudraient apprendre tamazight à l'école ? Est-il normal qu'un Berbère ou même un non-Berbère de Mulhouse ou de Lyon puisse avoir la possibilité d'étudier cette langue et que cela soit impossible en dehors des zones berbérophones d'Algérie. Est-il logique qu'on ait plus de facilité à étudier tamazight à Nancy ou à Thionville plutôt qu'à Mascara ou à Aïn Temouchent ? L'inconséquence induite par la proposition n'est pas sans rappeler une autre absurdité, et cette injustice, observée autrefois lorsque tamazight était étudiée dans les plus grandes universités du monde sauf en Algérie où elle demeurait proscrite, interdite, fliquée...

Le glissement de la proposition de Lahouari Addi d'une hypothèse académique (l'enseignement de tamazight uniquement dans les zones berbérophones) au conditionnement d'une politique de domination de la langue et de la culture berbères est imperceptible mais inévitable.

Dois-je rappeler au brillant dialecticien qu'est Lahouari Addi qu'il en est des langues comme des classes ? Il y a des langues dominantes et des langues dominées ? Ce fut le cas du français sur l'arabe et le berbère pendant toute la durée de la colonisation et c'est le cas de l'arabe sur le berbère depuis l'indépendance.

Les brimades de la langue au pouvoir ressenties par les Algériens pendant la colonisation continuent à ce jour à être subies par les berbérophones. Les exemples d'administrés berbérophones monolingues qui se font insulter par des administrateurs dans leur propre village de Kabylie ou de justiciables par des magistrats sont foison. Lahouari Addi ne peut pas connaître toutes ces humiliations comparables à celles infligées par des occupants aux occupés... Une langue qui domine le fait avec suffisance et morgue. Et avec injustice aussi. Celle qui est dominée réagit avec vigueur. C'est ça, la résistance.

On aurait pu attendre des intellectuels comme Lahouari Addi qu'ils s'impliquent davantage et sans marqueurs ataviques dans le combat entier pour tamazight parce que c'est la langue première de ce pays et aussi parce qu'elle a eu une sorte de destin siamois avec la démocratie. On aurait pu considérer la question berbère pour ce qu'elle est, la question fondamentale qui se pose à l'Algérie, plus que l'islamisme, et non pas y venir concéder des bribes de pertinence avec hauteur et condescendance.

Le combat pour tamazight est aussi ancien et mûr que celui du mouvement national. Il a malheureusement toujours été le fait d'intellectuels et de militants amazighs, à quelques exceptions remarquables près. Avec les avancées de ce combat obtenues ces dernières années, beaucoup d'intellectuels passifs ou indifférents pendant la bagarre viennent dire aujourd'hui que la berbérité appartient à tous les Algériens. C'est vrai. De même que l'indépendance appartient à tous les Algériens bien qu'elle ait été arrachée par une élite. Mais n'en faites pas n'importe quoi. Des gens sont morts pour elle. D'autres sont allés en prison. Si la berbérité appartient à tous les Algériens, il faut qu'elle soit enseignée comme civilisation et comme langue à tous les Algériens et pas nécessairement en arabe.

Enfin ne pas omettre dans ce débat, les deux interventions
à propos de l'enseignement des langues en Algérie :

EL-WATAN du 6 septembre 2010, la contribution de Nacira Zellal :

**La négation de la langue écrite..., de graves
conséquences¹⁰**

Le très bel article d'Ali El Kenz sur les langues (El Watan du 1er septembre 2010) a attiré mon attention sur trois points :

- *La dichotomie langage/langue établie par le linguiste ;*
- *le langage, objet du psycholinguiste ;*
- *l'impact de l'absence de l'enseignement de la langue en milieu scolaire algérien, sur la recherche psychologique, qui par ailleurs est actuellement inscrite dans les neurosciences cognitives.*

I- La dichotomie langage/langue : Point de vue du linguiste

Le langage dont il est question dans l'article n'est pas la langue. Le premier terme de cette ancienne dichotomie affère à l'usage des structures linguistiques, dans le procès de la communication orale, par une communauté donnée. On parle de langage des sourds, de langage normal... L'étude du langage implique donc outre la linguistique, la psychologie cognitive.

C'est l'objet du psycholinguiste, étant entendu que la psycholinguistique compte plusieurs domaines, comme l'acquisition, le langage pathologique, la communication. La langue correspond à l'écrit et elle possède ses propres règles internes, dont la description relève du travail du linguiste : discoursivité, argumentation, redondance, anaphore, implicite, cohérence, cohésion, ponctuation... on parle de langue anglaise, de langue arabe,... Elle véhicule la science, le savoir, la culture et la civilisation, on la trouve donc dans les revues scientifiques, dans l'article d'Ali El Kenz, dans le roman... L'accès à l'écrit se situe à l'âge de 5-6 ans et démarre à l'âge scolaire.

L'acquisition du langage oral de 0 à 4 ans en permet le développement des pré-requis : perception des caractéristiques acoustiques des sons, espace-temps, latéralité, graphisme, le tout à travers le jeu.

Ces instrumentalités continuent de se développer jusqu'à 8 ans. Des psychologues comme Vygotsky, Piaget, Brunner, expliquent les stades de développement cognitif de l'enfant universel. Ils démontrent qu'à partir de 4 ans, se développe la fonction hypothético-déductive : l'enfant commence à élaborer son propre réel, à raisonner, à se projeter dans le futur, afin de se réaliser et par-là, sa personnalité se forge. A l'école, définie par Jules Ferry comme étant l'accès à la connaissance, l'enfant quitte l'oral pour apprendre à maîtriser les règles de l'écrit. La maîtrise de l'écrit se fait donc

⁹ <http://www.lematindz.net/news/3324-reponse-a-lahouari-addi-sur-lamazighite-lintellectuel-et-la-tentation-de-la.html>

¹⁰ Pour accéder au texte utiliser le lien :

http://www.elwatan.com/contributions/idees-debats/la-negation-de-la-langue-ecrite-de-graves-consequences-06-09-2010-88998_240.php

grâce au développement de l'opération cognitive d'analyse-synthèse des données scolaires, à commencer par la langue.

II- En l'absence de l'enseignement de la langue, c'est le langage oral qui est enseigné au sein de l'école algérienne

En effet, l'objectif de l'enseignement de la langue à l'école algérienne, c'est la répétition de la phrase, traduite en arabe classique, de l'oral : [tchina] = [burtuqala]. Or, la phrase, d'après les théoriciens de l'acquisition, est acquise à 18 mois. Le texte d'auteurs consacrés et la littérature enfantine sont absents en milieu pédagogique algérien jusqu'à l'âge adolescent, ce qui veut dire que le rêve, le merveilleux du conte, la projection dans l'abstrait et dans le futur, l'esprit d'analyse et de synthèse, à l'origine de l'élaboration de thèses infinies, sont des processus qui ne sont pas permis à l'enfant algérien, à la tranche d'âge à laquelle ces paramètres cognitifs doivent être stimulés, comme s'il n'était pas un universel.

La répétition, processus automatique, ne laisse pas place au libre épanouissement de l'esprit créatif, de l'esprit de synthèse permettant le dégagement de thèses.

Par la phrase, l'enfant n'a rien à traiter mentalement. Ainsi, le produit de l'école algérienne, où il s'agit d'apprendre automatiquement et par cœur des structures toutes faites, sera donc l'être objet, l'être assisté, qui ne sera pas autonome, qui ne sera pas l'homme sujet, qui ne sera pas capable de réagir à toutes sortes de crises sociales. Tout a une genèse dans la vie.

En effet, la thèse se cristallisera demain grâce à l'autonomie et au raisonnement en production de technologie et d'indépendance économique. C'est pourquoi, les théoriciens du développement cognitif et de l'acquisition insistent sur la matière à donner à l'école à traiter mentalement par l'enfant en cours d'acquisition, c'est-à-dire à une tranche d'âge extrêmement vulnérable.

Il faut donc que la fonction hypothético-déductive s'épanouisse au contact d'interactions positives. Le texte porteur de la langue en est le moyen à l'école.

III- Les implications sur la recherche psychologique

En Algérie, la production de l'homme dépendant de l'homme objet explique la pléthore de projets de recherches en psychologie dans des thèmes comme le suicide, le psycho-trauma, le genre, la violence, le brûleur de frontière, la drogue, l'assistance par l'Ansej...

Par ailleurs, la recherche en sciences cognitives dans le monde va jusqu'aux études sur le mode de production de génies.

En effet, dans des laboratoires lyonnais et canadiens, est recherché, à travers les productions de Ibn Rochd, ce qui a fait que cet homme fut un génie. Autrement dit, Ariane, la cybernétique, la physique nucléaire... ne suffisent plus aux pays avancés, ils veulent des génies...

Or, l'explication des malheurs sociaux est à rechercher dans sa genèse, à commencer par ce qui se passe cognitivement, entre les 4 murs de la classe scolaire pour nos enfants. Ceux-ci aujourd'hui ne peuvent pas se projeter dans le futur, même avec un 14 au baccalauréat. L'article de M. Nini, paru dans le Soir d'Algérie du 21 août, est édifiant à ce sujet. Or, dans toutes les disciplines, on décrit pour classer dans un ordre et on explique pour prendre en charge le fait étudié. Autrement dit, les solutions sont dégagées de son explication et non de sa description.

En médecine, il s'agit d'étiologie. Par conséquent, les recherches en psychologie sociale, descriptives et symptomatiques donc ne suffisent plus.

C'est la raison pour laquelle la recherche psychologique actuelle s'inscrit dans la psycholinguistique clinique et le soin neuroscientifique. Comment ce domaine est-il né ? Plongeant ses racines dans les travaux de sociologues comme Bourdieu, lequel, à travers le concept de capital culturel développé dans les années 1960-1970, a eu le mérite de remettre en cause les pédagogies qui, à travers la critériologie sociologique, étaient de type discriminatoire, il est axé sur le fonctionnement du cerveau, siège des cognitions, dans l'explication du comportement social et de la production humaine.

En effet, puisque ces sociologues n'avaient cependant pas le moyen de proposer des solutions, ce sont alors les thèses d'acquisition qui, injectant le critère linguistique dans les concepts cognitivistes, ont créé des principes pédagogiques inscrits dans les thèses universelles du développement cognitif chez l'enfant.

Tout est donc axé autour de l'acquisition de la langue. En conclusion, si l'article d'Ali El Kenz confirme la négation du langage oral naturel dans la pédagogie en Algérie, la présente proposition attire l'attention sur les graves conséquences de la négation de la langue écrite dans cette même pédagogie.

Nacira Zellal © El Watan

Edition de *EL-WATAN* du 8 septembre 2010

Contribution au débat de Boudalia Malika

Le sabordage de la langue arabe de l'école

40 ans de production de laboratoire¹¹

L'article de votre quotidien du 1er septembre a retenu mon attention,

«Le naufrage d'une langue».

Je voudrais, si vous le permettez, lever certaines confusions et amalgames rencontrés dans chacun des deux textes. Les deux auteurs attribuent abusivement à la langue arabe de l'école algérienne les qualificatifs de langue «académique» et de langue «classique». Je ne m'en tiendrai qu'à des faits. Les textes officiels qui régissent l'école algérienne n'ont jamais prétendu transmettre aux enfants la langue arabe académique ou la langue classique. Ces textes excluent d'entrée de jeu toute langue écrite, classique, académique, informative ou autres. Il est donc injuste d'attribuer aujourd'hui l'échec de cette école aux «classiques». Pour la maternelle et le primaire, les instructions officielles sont claires : «Enseignement de la langue de l'expression quotidienne».

Or, à six ans, ou même à cinq ans, les enfants maîtrisent la langue de l'expression quotidienne et commune. Ils possèdent une expression quotidienne par laquelle ils se font très bien comprendre ! Aussi, si l'école a été inventée, c'est bien pour enseigner à l'enfant ce qu'il ignore (l'écrit) et non ce qu'il maîtrise ! L'humanité savait parler bien avant l'existence de l'école. Il est donc inutile

¹¹ http://www.elwatan.com/contributions/idees-debats/40-ans-de-production-de-laboratoire-07-09-2010-89182_240.php

d'enseigner l'expression quotidienne ! Ce glissement dans l'objectif a permis de basculer cette école du champ culturel au champ idéologique, de la transmission culturelle à la dépossession. Par cet objectif, les rédacteurs visent l'inculcation d'une langue orale de substitution.

L'instruction officielle est traduite sur le terrain par une vaste opération de désapprentissage de l'oral du peuple des années 50/60 au profit d'un nouvel oral. Le bilan ne peut donc se faire qu'en termes de pertes et que nous observons à l'œil nu. Cet oral de substitution n'existant pas, et n'ayant jamais existé dans l'histoire, il fallait l'inventer, le fabriquer ! D'où la recette puisée du modèle de laboratoire de langues en France qui fabriquait dans les années 50/60 des programmes de langue orale hyper simplifiée pour touristes. Le lieu de fabrication de cette langue se situait à l'Institut pédagogique national entre les années 70 et 90 ; après 90, à l'occasion de la fusion (Enseignement supérieur et Education nationale) la fabrication est domiciliée dans un laboratoire au sein de l'Université d'Alger-Centre, à proximité de la Faculté de Lettres, au cœur du Maghreb. Cette langue est donc légitimée par l'Université, plébiscitée.

Description de cette langue du laboratoire : un oral artificiel transcrit

Sa transcription sur papier agit comme un trompe-l'œil qui piège tout observateur non averti. Un objet qui ressemble à de l'écrit mais qui n'est pas de l'écrit. Des productions qui n'obéissent à aucune règle de l'écrit. L'invention incongrue piège surtout l'intellectuel nourri de l'idée de l'école neutre et universelle. En effet, on a du mal à imaginer la supercherie ! Un oral simple, basique, qui n'exprime que des choses concrètes, collant au contexte, pour empêcher toute velléité d'abstraction. L'enfant est donc entraîné et épuisé à lire et à écrire une fausse langue. Cette langue est aux antipodes de la langue académique, langue discursive, qui obéit strictement aux règles internes du texte. La notion de classique désigne ce qui est étudié dans les classes. La notion désigne les œuvres littéraires reconnues. Par classiques on entend les Humanités. Œuvres qui ont nourri la mémoire de générations. Ces œuvres constituent le patrimoine culturel aux côtés du patrimoine oral, contes et légendes acquis dans la famille.

Les classiques européens ont quatre siècles d'âge. Les classiques arabes ont quinze siècles d'âge. Faire table rase des classiques, c'est consentir au génocide culturel. On ne pourrait pas dans le cas du patrimoine arabe, avancer l'argument pernicieux de culture bourgeoise. Les maîtres de la poésie arabe des VI^e, VII^e, VIII^e siècles étaient esclaves, artisans, bergers, etc. L'un des plus grands artistes de la rime, était potier. Exclure les classiques pour ne proposer que les contemporains locaux relève de la pensée unique.

Car le cerveau de l'enfant peut assimiler des milliers et des milliers d'œuvres. C'est restreindre l'héritage de l'héritier que de réduire le corpus. Proposer un genre poétique au détriment d'un autre, c'est priver l'enfant de la diversité. C'est donc une vision autoritaire. Avancer les valeurs locales par opposition aux valeurs universelles ou marquées historiquement, est un faux débat.

Quarante ans de production de laboratoire assénée aux enfants, nous a fait oublier la fonction première de l'école. Des sociologues français ont les premiers, dans les années 70, démontré que la réussite scolaire est déterminée par le capital culturel de l'enfant. C'est sur la base de ce même concept de capital culturel que sont élaborées aujourd'hui, au XXI^e siècle les stratégies de réformes éducatives dans le monde développé. Constituer ce capital chez les enfants démunis, renforcer et élargir ce capital chez les enfants privilégiés, telle est la nouvelle vision. Donner du grain à moudre

à tous. Nourrir les mémoires par un nombre extraordinaire de textes littéraires, classiques et contemporains. Des centaines par classes qui sont lus par l'enseignant. L'appropriation du patrimoine se fait en maternelle et primaire. Elle se fait par l'écoute, par l'oreille. L'enfant dans ce modèle éducatif est exposé à une richesse formidable. De la sorte, privilégiés et non privilégiés se retrouvent à égalité à l'entrée du collège.

Voir dans cet esprit la Réforme de l'Education Française de 2002, (maternelle et primaire). Une réforme qui nous laisse rêveurs, et qui nous donne de l'espoir. Un rêve possible. La modernité n'est plus une affaire de technologie. Elle est à notre portée, une affaire de cœur, de don, de générosité. La Réforme Benzaghou est également construite sur la base du concept de capital culturel. L'angle d'attaque est le même que celui de la Réforme française. L'enjeu est bien compris. Cependant, il n'est question dans ce cas précis ni de constitution ni de renforcement du capital de l'enfant, mais de destruction. Une destruction scientifiquement programmée. C'est ainsi que nos héritiers sont atteints dans l'œuf. La réforme Benzaghou reconduit la langue du laboratoire au primaire et lui offre une rallonge par l'instauration de classes préparatoires.

La langue du laboratoire y est donc imposée obligatoirement, à partir de cinq ans. Plus précocement pour ceux qui courent après les dérogations. Elle est également introduite et imposée dans les crèches et jardins d'enfants. La langue du laboratoire est présente dans les familles, à travers le livre parascolaire produit en gros tonnage. Au berceau, le nourrisson du XXI^e siècle est exposé au langage de la jeune maman incertaine, élève de l'école fondamentale, élevée dans le reniement et la négation de sa culture, dans la haine de soi. L'objectif de cet acharnement ? Précipiter, accélérer les processus de créolisation de la langue du peuple algérien. L'isolement du pays ! L'exclusion ! Tel est le projet.

Les différentes recherches en matière de créole s'accordent à dire que le phénomène créole est accéléré par les enfants. Les enfants d'Algérie sont depuis l'introduction de la méthode Malik et Zina à ce jour, dans une situation analogue à celle dans laquelle se trouvaient les populations pauvres et dépouillées des Antilles aux XVIII^e et XIX^e siècles, c'est-à-dire exposées à un langage pauvre, basique, hyper simple qui les a menés à inventer une nouvelle langue, le créole. L'emprunt de mots de vocabulaire français n'est pas le plus grave, ce qui l'est et qui est caractéristique des processus de créolisation, est l'emprunt de termes grammaticaux. L'emprunt d'éléments de la grammaire, d'outils du raisonnement, tels que (donc, justement, ni, jamais ... la liste est longue) est annonciateur de la mort de la langue première.

Ces éléments constituent les charnières, la charpente, les fondations d'une langue. Ainsi en faveur de la langue du laboratoire, sa généralisation imposée par la force, et son statut national, la langue arabe est atteinte dans ses fondations. Ce qui explique les signes de l'effondrement, de la mutation linguistique. On retrouve la tendance à la simplification dans les échanges entre générations. En effet, la génération de l'indépendance s'adresse aux jeunes en simplifiant systématiquement toute formulation. Dans le même ordre d'idées, un patrimoine culturel qui n'est pas mobilisé par l'école et par rapport auquel les enfants sont totalement démunis, reste lettre morte. Il s'agit bien alors d'un patrimoine culturel mort, puisque gelé, non approprié.

Preuve en est qu'un ministre de l'Education (92 - 94) s'est autorisé en 2007 sous des regards consentants d'enterrer le Patrimoine classique arabe en opérant son entrée au musée. Un objet de

musée ! Voilà le sort réservé à un Patrimoine littéraire classique universel riche de l'accumulation d'un capital de quinze siècles ! Ce même ministre, résidant en France ne s'est pas amusé que je sache à sortir Lafontaine de l'école maternelle pour le geler dans un musée. En parallèle de l'école, et dès les années 80 (ou peut-être plus tôt), la destruction du Patrimoine littéraire classique pour enfants gagne progressivement toute la sphère culturelle.

1. Falsification de ce patrimoine dans l'Édition. Les grandes œuvres telles Kalila et Dimna, Les mille et Une nuits et le reste, sont simplifiées, abrégées, revues et corrigées, par les censeurs du XXe siècle. Leur censure consiste à arracher la magie de ces textes pour les réduire à de vulgaires rédactions qui ne motivent, ni ne charment, ni séduisent les enfants. Cette falsification entraîne et explique l'effet repoussoir de la lecture chez l'enfant.
2. L'invasion du marché par le «livre parascolaire» qui véhicule la langue du laboratoire agit comme un puissant instrument d'exclusion. Ce modèle n'étant pas reconnu, est inexistant dans les Salons du Livre internationaux.
3. En 2007, le directeur de la Bibliothèque Nationale légitime la langue du laboratoire. Il célèbre et honore avec faste durant 10 jours les fabricants de cette langue, le Docteur Fodil et ses disciples employés au laboratoire d'Alger-Centre.
Une Bibliothèque Nationale n'a-telle pas pour mission la conservation et la promotion du Patrimoine littéraire ? Classique et populaire ? Le sanctuaire est profané.
4. Aujourd'hui, c'est au tour du «Butin de guerre» de subir ce qu'a subi la littérature arabe pour enfants. Le marché subit une véritable invasion de faux livres de la grande littérature française pour enfants. Elle est servie résumée et abrégée. Le tout dans un bel emballage. L'enjeu ? Accélérer les processus de créolisation. Car, paradoxalement, un enfant qui maîtrise le français va pouvoir séparer les deux grammaires (arabe et française) et ainsi échapper entre les mailles du filet de la créolisation, diktat imposé comme une fatalité.

L'ouverture culturelle de l'école en France, en 2002, pays spécialisés dans les stratégies pédagogiques d'exclusion et de division, s'explique en grande partie par le nouvel ordre international.

Dans la concurrence féroce de la mondialisation, il ne s'agit plus de barrer la route du pouvoir aux enfants de prolétaires et aux immigrés. C'est la survie du pays et sa place dans le contexte international qui est en jeu. Cependant, les stratégies politiques d'exclusion ne sont pas abandonnées. Elles sont actualisées, affinées, enrichies par la récupération politique de nouveaux concepts en sciences humaines, pour être transférées dans d'autres parties du monde dont l'Algérie. Une véritable division internationale de l'intelligence et de la créativité est ainsi scientifiquement opérée.

Boudalia Malika

le 07.09.10
